

DECLARATION DES PARTIS DES FORCES DE CHANGEMENT  
DEMOCRATIQUE SUR LE PROCHAIN « DEBAT NATIONAL »

Les partis politiques burundais, membres de la famille des Forces du changement Démocratique à savoir : le Front pour la Démocratie au Burundi Frodebu ; le Rassemblement du Peuple Burundais RPB, le parti du peuple PP et le Parti libéral PL, tous vainqueurs des élections démocratiques de juin 1993,

Viennent de prendre acte de la décision prise par le Gouvernement issu du Coup d'Etat du 25 Juillet 1996 d'organiser en solitaire le débat national préconisé par la Convention du Gouvernement du 10/09/64, elle même dissoute par le même coup de force.

1. Cette initiative, prise par le Major Pierre BUYOYA et son premier Ministre, intervient au moment où la Communauté Internationale et le peuple burundais en particulier, attendent incessamment le retour à la légalité constitutionnelle et le début des négociations sérieuses entre les belligérants, et les autres partenaires habilités, en vue de trouver une solution durable au problème burundais.

2. Par ailleurs, les forces de changement Démocratique ont pris note de la mise sur pied d'une commission chargée de préparer le Débat National dans aucun souci d'associer ou de consulter les partenaires politiques de cette famille. Cela traduit une fois de plus l'engagement du pouvoir issu du coup d'état du 25 juillet 1996 à poursuivre la voie de l'exclusion naguère empruntée par l'ancien parti unique uprona dont se réclament le Major pierre BUYOYA, son premier ministre et l'ensemble de l'équipe qui l'a installé au pouvoir.

3. La préparation de ce Débat coïncide curieusement avec la réapparition des actes de persécution à l'endroit des membres et dirigeants des partis des Forces de changement Démocratique : persécutions traduites par des arrestations et détentions arbitraires, des créations et fabrications de dossiers judiciaires à l'endroit des responsables et militants des partis des Forces de Changement Démocratique en vue de les empêcher d'exercer leurs droits politiques:

L'interdiction faite aux présidents de l'Assemblée Nationale, du groupe parlementaire FRODEBU, ainsi que du Secrétaire Général de ce parti de sortir du pays pour participer à la dernière rencontre d'ARUSHA du 12 au 14 décembre 1996 en est une illustration parlante.

Enfin, le texte de préparation de ce débat ignore complètement l'existence de la diaspora burundaise éparpillée à travers le monde. Comme si ces compatriotes avaient perdu leur citoyenneté. Pourtant, les préparateurs de ce débat, à savoir le parti UPRONA et ses alliés, savent pertinemment leur entière responsabilité dans la gestion catastrophique du pays

spécialement en matière de sécurité, ce qui a contraint des centaines de milliers de compatriotes à l'exil ainsi qu'à la création de groupes armés actuellement en conflit.

5. Au vu de ce qui précède, les forces de changement Démocratique, portent à l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

5.1. Les forces de Changement Démocratique estiment qu'un débat National vrai, sincère et authentique ne peut être envisagé avant que les belligérants, actuellement en conflit armé, se soient mis d'accord pour arrêter la guerre et entamer des négociations; Ceci permettra toutes les composantes de la population burundaise sans exclusion aucune de bénéficier des mêmes conditions sécuritaires pour participer au dit débat au cas où les négociateurs le jugeraient nécessaire, utile et opportun.

5.2. Les parties en conflit qui sont actuellement maîtres de la situation sécuritaire étant, ceux qui ont pris les armes pour renverser les institutions démocratiques et installer leur pouvoir et ceux qui en réaction aux premiers ont fait de même pour le recouvrer, le Débat National tel que préparé par l'actuel pouvoir est inadéquat comme démarche à la solution de la crise burundaise, tant que ce débat est conçu et piloté par un des belligérants en excluant les autres partenaires.

5.3. Les forces de Changement Démocratique rappellent à l'opinion nationale et internationale que pareille démarche a été entreprise dans un passé récent par l'ancien parti unique UPRONA (actuellement de retour au pouvoir), sans aucun résultat palpable capable de faire avancer les burundais vers une solution durable.

Nous entendons par là, les fameux débats sur l'Unité Nationale et sur la constitution, tous les deux initiés par le même Major Pierre Buyoya avant les élections de juin 1993.

5.4. A ce titre, les Partis de Forces de Changement Démocratique estiment que l'actuel Débat National n'est rien d'autre qu'un simple congrès national du parti uprona, élargi à ses aînés politiques dont les Forces armées qui l'ont réinstallé au pouvoir et une partie de la société civile.

5.5. Les partis des forces de changement démocratique informent l'opinion nationale et internationale qu'ils ne participeront pas à ce débat tant que ce dernier est conçu dans l'exclusion et pour l'exclusion d'un ou de plusieurs partenaires.

5.6. Les forces de Changement Démocratique réitèrent leur soutien indéfectible aux engagements d'Arusha du 25 juin 1996, jouissant de l'appui des pays de la région des grands lacs, du sommet de l'OUA de Yaoundé et du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, pour une solution durable au problème burundais.

5.7. Les partis des Forces de Changement Démocratique réitèrent une fois de plus leur soutien à l'appel aux négociations entre belligérants, lancé par les pays de la sous-région sous la houlette du sage Mwalimu Julius NYERER, ancien Président de la République Unie de TANZANIE.

5.8. Les partis des forces changement démocratique en appellent aux parties armées en conflit à un cessez-le-feu , à l'arrêt des massacres des populations innocentes et à entamer sans conditions ni délais des pour parler en vue de préparer ensemble un véritable Débat National sans exclusion aucune. On ne peut pas débattre pendant que des populations meurent, d'autres éparpillées dans les brousses, d'autres dans les camps des déplacés, et surtout au moment où le gouvernement actuel procède à une mobilisation générale pour la guerre.

5.9. Les partis des Forces de changement démocratique demandent à la communauté internationale d'engager tous les moyens nécessaires, en vue d'amener les belligérants à un cessez-le-feu, à entamer des négociations qui permettront de mettre fin à la tragédie que connaît le pays depuis trois ans.

5.10. Les partis des forces de changement démocratique interpellent la communauté internationale et les organismes internationaux à ne pas cautionner par un financement quelconque, tout projet de solution politique qui sera présenté avec l'esprit d'exclusion d'une ou de plusieurs composantes de la nation burundaise, au profit d'un parti politique ou d'un groupe d'intérêt d'ou qu'ils proviennent. Cela reviendrait à cautionner un système d'apartheid du type nouveau, pire que celui que l'on a connu en Afrique australe.

5.11. Les partis des forces de changement démocratique rejettent toute initiative solitaire qui n'aboutit qu'à des demi-solutions. Il soutiennent l'idée d'un débat national qui serait le résultat des négociations après que les belligérants et tous les partenaires intéressés se soient entendus sur les contours de ce Débat.

En aucune façon le Débat National ne peut aliéner les négociations ou se substituer à ces dernières et les Forces de changement démocratique se refuseront de cautionner une telle entreprise.

Fait à Bujumbura, le 08/01/1997

Pour les Forces de Changement Démocratique:

- \* - Le Front pour la Démocratie en Burundi " FRODEBU " *Abel Ndayishimiye*  
*Secrétaire Général*
  - \* - Le Rassemblement du Peuple Burundais " RPB " *Bilipe Ndayishimiye*  
*Secrétaire Général*
  - \* - Le Parti du Peuple " PP " *Ndayishimiye*  
*Vice-Président*
  - \* - Le Parti Libéral " PL " *PO.*  
*Ndayishimiye*
- Ndayishimiye*  
*(Ndayishimiye)*